

23 avril 2021

«Il est primordial pour les entreprises que la Suisse ne cherche pas la confrontation»

Spécialiste des relations commerciales avec la Chine, Philippe Nell salue la Stratégie adoptée par le Conseil fédéral. Il lance aussi plusieurs avertissements face aux ambitions de Pékin. Entretien.



Keystone

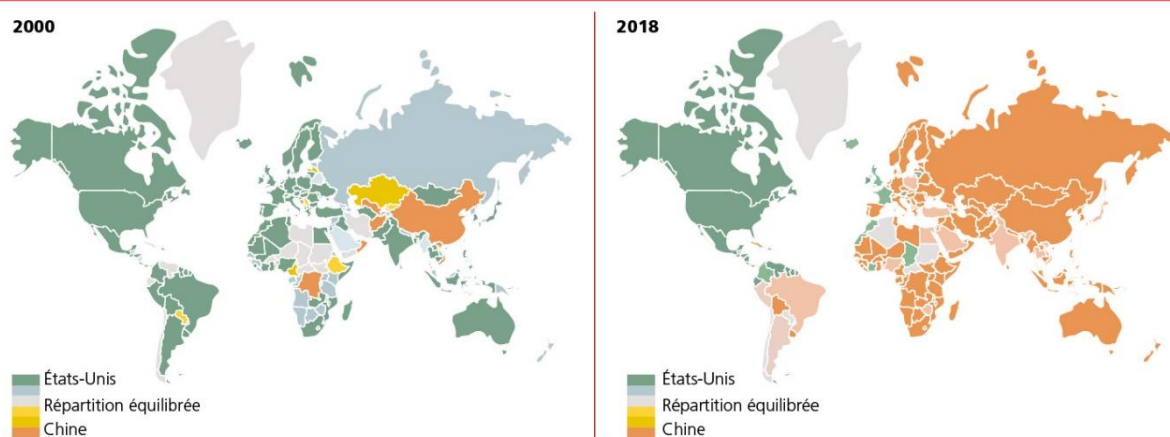
Le commerce avec la Chine a littéralement explosé depuis 2000, selon Philippe Nell.

Au premier trimestre, les exportations helvétiques vers la Chine ont affiché un niveau record à 4,3 milliards de francs, d'après les chiffres de l'Administration fédérale des douanes diffusés jeudi. Spécialiste de la Chine, Philippe Nell a publié un ouvrage qui décortique la voie choisie par la Suisse face à ce géant aux 1,4 milliard d'habitants. Droits humains, commerce, prise d'influence sur les entreprises helvétiques, il livre son analyse.

Quelle est la stratégie de la Suisse vis-à-vis de la Chine ?

La stratégie du Conseil fédéral publiée récemment est globale. Elle couvre un vaste terrain et ne se limite pas à renforcer nos relations économiques avec notre troisième marché d'exportation et la deuxième économie mondiale. La stratégie traite aussi les problématiques délicates du respect des droits de l'homme, des minorités ethniques dont les populations tibétaines et ouïghoures, des restrictions démocratiques à Hong Kong ainsi que les activités d'espionnage et de prise d'influence de la Chine sur le territoire suisse.

EN MOINS DE VINGT ANS, LA CHINE S'EST IMPOSÉE COMME UN PARTENAIRE COMMERCIAL INCONTOURNABLE



Les cartes indiquent pour chaque pays quel est le principal partenaire commercial entre la Chine et les États-Unis, en 2000 et 2018.

Stratégie Chine du Conseil fédéral, Lowy Institute, sur la base des informations du FMI, Direction of Trade Statistics.

La voie suivie par le Conseil fédéral est donc courageuse.

Le Conseil fédéral relève, d'une part, le succès économique de la Chine et la baisse considérable de la pauvreté au cours des 30 dernières années, et, de l'autre, n'hésite pas à souligner des développements inquiétants. La Suisse ne peut ignorer ni la centralisation du pouvoir politique ni une dégradation des droits de l'homme ni l'emprise politique sur Hong Kong ou encore les effets du capitalisme d'Etat sur la compétitivité chinoise, bien que la Chine considère que ces sujets relèvent de sa politique intérieure.

Connaissant la grande sensibilité de Pékin face à ces questions, la voie de la Suisse est courageuse, car, comme il fallait s'y attendre, la Chine a réagi, sans toutefois remettre en question la relation bilatérale. La voie tracée est coopérative, réaliste et intelligente. Elle tient compte du soft power de la Suisse qui n'a ni le poids ni les intérêts géopolitiques et économiques des grandes puissances pour effectuer de la pression sur la Chine.

Pourquoi publier un tel document ?

Face à la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, à la montée en puissance de la Chine au niveau mondial et à de sévères critiques des pays occidentaux, la Suisse devait prendre position. Confronté à des incompatibilités majeures et grandissantes en matière d'objectifs ainsi qu'à plusieurs interventions parlementaires et à de graves préoccupations de la société civile sur la situation en Chine, le Conseil fédéral devait réévaluer sa stratégie.

La voie choisie est de bon augure pour les entreprises. La Suisse veut moderniser l'accord de libre-échange, renforcer la protection de la propriété intellectuelle et le respect des normes internationales pour l'attribution des grands projets d'infrastructure

Philippe Nell, ancien négociateur

En quoi ce document est-il important pour les entreprises suisses ?

Il transmet un message constructif porté sur l'avenir : malgré de grandes différences politiques, la Suisse ne se détourne pas de la Chine, mais au contraire cherche à renforcer ses liens et la cohérence de ses actions. La voie choisie est de bon augure pour les entreprises. La Suisse veut moderniser l'accord de libre-échange, renforcer la protection de la propriété intellectuelle et le respect des normes internationales pour l'attribution des grands projets d'infrastructure.

Il est primordial pour les entreprises suisses de savoir que, contrairement aux Etats-Unis, la Suisse ne cherche pas la confrontation mais une coopération accrue. Elle veut maintenir un étroit contact avec la Chine sur la base des nombreux accords et canaux établis au fil des décennies. Les entreprises suisses peuvent aussi y participer notamment via une table-ronde sur la propriété intellectuelle avec des officiels chinois et à un groupe de travail horloger avec le ministère chinois compétent. Elles peuvent aussi alimenter les discussions concernant les barrières techniques aux échanges et les mesures sanitaires et phytosanitaires.

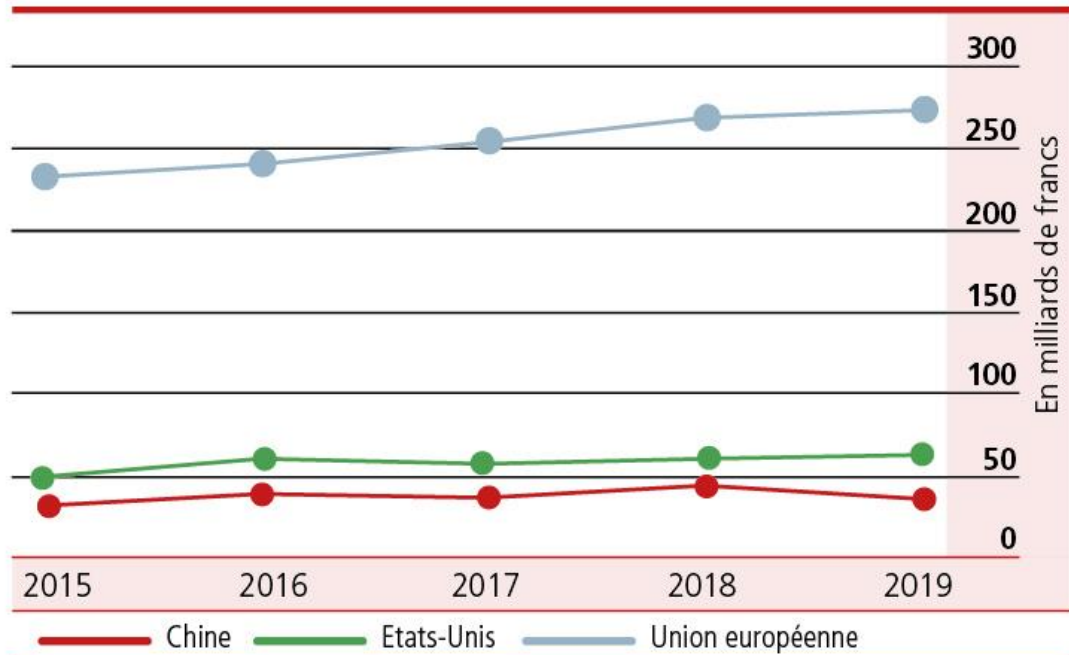
En quoi cette stratégie diffère-t-elle de la précédente ?

Au cours des vingt dernières années, le Conseil fédéral a établi des stratégies pour les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) et plusieurs pays émergents concentrées sur le renforcement des liens économiques. La nouvelle stratégie pour la Chine va largement au-delà. Elle couvre aussi la paix et la sécurité face aux ambitions de grande puissance de la Chine, la coopération dans les enceintes internationales multilatérales dont les Nations Unies, la sécurité en Suisse face au cyber espionnage chinois, le respect des droits civils et politiques, les droits des minorités ethniques et religieuses et l'abolition de la peine de mort.

Répondant aux récentes évolutions, la nouvelle stratégie inclut aussi un volet sur la durabilité portant un accent sur l'environnement, le climat, la santé, la finance ainsi que les projets d'infrastructure en Chine et dans le cadre de l'Initiative sur les nouvelles routes de la soie. A ceci s'ajoute la numérisation avec plusieurs aspects dont les innovations technologiques chinoises avec leurs dépendances et risques de confidentialité, la sécurité et la protection des données dans le cadre du développement de la technologie 5G, la protection de la sphère privée et la gestion du commerce électronique.

Le grand défi pour la Suisse consistera à concrétiser sa stratégie avec des programmes d'actions et à réaliser des résultats. Elle devra notamment œuvrer au niveau multilatéral avec ses partenaires occidentaux.

L'UE RESTE DE LOIN LE PREMIER PARTENAIRE DE LA SUISSE



Volumes des échanges commerciaux de la Suisse avec ses principaux partenaires jusqu'en 2019.

Stratégie Chine du Conseil fédéral, Administration fédérale des douanes

Comment le commerce entre la Suisse et la Chine a-t-il évolué ?

Le commerce avec la Chine a littéralement explosé depuis 2000. Alors que les exportations ont augmenté de près d'un milliard de francs entre 1990 et 2000, elles ont crû de 5,7 milliards de 2000 à 2010, et à nouveau de 7,6 milliards de 2010 à 2020. Cela représente une croissance de 953% depuis 2000. Nos importations ont bondi de 602% dans le même intervalle.

Comment l'expliquez-vous ?

Trois facteurs y ont contribué. Premièrement, l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 a entraîné une ouverture majeure de son marché avec l'abolition de toutes les restrictions quantitatives à l'importation et la baisse des droits de douane à une moyenne inférieure à 10%. L'impact a été très important pour la Suisse. Alors qu'en 2001 ses exportations de montres vers la Chine étaient encore limitées en nombre de pièces et s'élevaient à 36 millions de francs, l'élimination des restrictions quantitatives les a portées à 352 millions de francs en 2005, 1,1 milliard (2010) et 1,6 milliard (2012).

Deuxièmement, l'accord de libre-échange en vigueur depuis juillet 2014. Entre 2013 et 2020, les exportations suisses ont fait un nouveau bond de 79%, alors que les importations chinoises totales n'augmentaient que de 5,4%. Une vingtaine de catégories importantes de produits a enregistré une croissance moyenne supérieure à 100%. Les ventes horlogères ont par exemple atteint un nouveau record en se hissant à 2,4 milliards de francs en 2020.

Troisièmement, la Chine enregistre une croissance économique très élevée depuis 2000 avec une forte demande pour les industries pharmaceutiques, des machines, des appareils médicaux et de mesures, et de l'horlogerie suisses.

Depuis 2000, la Chine a aussi gagné en importance économique au plan mondial.

La Chine a axé son développement sur les exportations. Pôle de chaînes d'approvisionnement avec des prix très compétitifs reflétant sa forte capacité concurrentielle, elle est devenue le premier exportateur mondial. Mis à part la protection de la propriété intellectuelle, elle a offert des conditions-cadres excellentes aux entreprises étrangères. Celles-ci ont bénéficié de zones économiques spéciales et surtout d'un environnement unique. Ce dernier se caractérise par l'efficacité, la qualité, la rapidité, la main-d'œuvre industrielle, la stabilité politique, la bonne infrastructure et des salaires bas. La Chine s'est rapidement hissée au deuxième rang des pays récipiendaires d'investissements étrangers derrière les Etats-Unis.

Les revenus obtenus et les emplois créés ont engendré un cercle vertueux dans l'économie locale se traduisant par la création d'une classe moyenne de plus de 400 millions de personnes. Aujourd'hui, les grandes firmes automobiles vendent davantage de véhicules en Chine qu'aux Etats-Unis. Le régime politique autoritaire a facilité la réalisation de plans économiques ambitieux qui ont conduit à des avancées économiques remarquables. Même si la Chine fait face à de sérieux problèmes liés à l'environnement, à la démographie et à l'endettement interne, elle a les moyens pour les surmonter, comme elle l'a démontré au monde avec la crise sanitaire du Covid.

Les investissements en Chine par les entreprises suisses ont-ils augmenté ?

De pair avec les exportations, les investissements suisses ont connu une très forte croissance de 80 millions de francs (1993) à 1,6 milliard (2000), puis à 8,5 milliards (2010) et à 22,5 milliards (2019). Le marché est vaste.

Les opportunités sont considérables. La firme Junshi Biosciences a par exemple choisi Lonza pour produire en Chine son vaccin contre le Covid. Près de 1000 entreprises suisses sont établies en Chine et emploient environ 220.000 personnes.

LE MARCHÉ CHINOIS INTÉRESSE TOUS LES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE SUISSE

<i>Date</i>	<i>Société</i>	<i>Secteur</i>	<i>Investissement</i>	<i>Montant en francs</i>
Avril 2021	Clariant	Chimie	Ouverture d'une usine d'additifs avec la firme Tiangang, à Cangzhou	n.d.
Mars 2021	Nestlé	Agroalimentaire	Extension de ses activités dans la production d'aliments pour animaux de compagnie à Tianjin	33 millions
Mars 2021	Straumann	Industrie dentaire	Investissement avec Shanghai Xin Zhuang Industrial Park pour y installer un centre de production, de formation et d'innovation	jusqu'à 170 millions
Mars 2021	Clariant	Chimie	Nouveau siège à Shanghai	45 millions
Février 2021	Kühne+Nagel	Transport et logistique	Contrôle de 83,7% d'Apex Logistics	1,1 à 1,2 milliard
Janvier 2021	Burckhardt Compr.	Industrie MEM	Contrôle des 40% restants	n.d.
Octobre 2020	Sika	Matériaux construction	Acquisition d'une entreprise de mortier dans le Sichuan	n.d.
Octobre 2020	Givaudan	Parfums et arômes	Inauguration d'un site de production de parfums à Changzhou	+ de 100 millions
Octobre 2020	Pictet	Banque	Ouverture d'un bureau à Shanghai	n.d.
Septembre 2020	Nestlé	Agroalimentaire	Investissement dans un centre de céréales et développement de son institut sur les produits laitiers à Shuangcheng	53 millions

Derniers investissements connus annoncés depuis septembre 2020.

Agefi

La Chine investit davantage dans les entreprises suisses. Est-ce préoccupant ?

En 2019, la Chine disposait de 14,9 milliards de francs d'investissements en Suisse ce qui représente le 1,1% des investissements directs en Suisse. Cela n'est pas considérable mais à l'instar de Syngenta, la Chine acquière des firmes leaders comme Swissport et Gategroup. Dans d'autres registres, la plus grande banque chinoise a établi une branche à Zurich, la corporation nationale de céréales, d'huiles et d'aliments a son siège à Genève et Huawei emploie plus de 300 personnes dans les télécommunications.

La Chine soulève deux problèmes. D'une part, elle limite les investissements étrangers dans de nombreux domaines chez elle alors qu'elle bénéficie d'un accès très libéral chez nous. Les conditions sont franchement inégales. De l'autre, elle s'intéresse à des domaines stratégiques pour parvenir plus rapidement à son objectif d'hégémonie

technologique à l'horizon 2050. La Suisse fait face aux défis de garder toujours une longueur d'avance dans ces domaines clés grâce à un rythme rapide d'innovation et de résister à vendre ses fleurons, même à des prix très élevés.

La stratégie du Conseil fédéral sur la Chine évoque aussi la cybermenace. On peut notamment y lire: des défis concrets concernant la place économique et scientifique suisse, qui pourrait faire les frais d'un espionnage économique et industriel de la Chine du fait de son expertise technologique et de la grande qualité de ses produits. Comment les entreprises peuvent-elles se protéger des cyberattaques chinoises, faire recours si elles en sont victimes sans craindre de perdre l'accès au marché chinois en représailles ?

Pour prévenir les intrusions informatiques, les entreprises doivent se doter de systèmes de protection et de cryptage. L'accord de libre-échange ne couvrant pas ce genre de question, des actions en justice doivent, le cas échéant, être effectuées dans les juridictions dans lesquelles les faits ont eu lieu. Une procédure contre l'espionnage industriel ne devrait pas entraîner un blocage ou des barrières pour des exportations vers la Chine des firmes concernées mais plutôt un rejet pur et simple des allégations par la Chine. (Avec la collaboration de Frédéric Lelièvre et de Justine Fleury)

Les investissements suisses s'enchaînent

Parmi les presque 1000 entreprises suisses qui investissent en Chine, on retrouve les plus grandes, telles qu'ABB et Nestlé, mais pas seulement. «Ces multinationales sont surreprésentées, car elles possèdent plusieurs dizaines de représentations en Chine. Beaucoup de PME sont également présentes, mais avec un seul bureau», nuance Alain Graf, consultant sénior pour l'Asie chez Switzerland Global Enterprise, l'organe mandaté par la Confédération pour promouvoir les exportations. Environ la moitié des entreprises suisses actives sur ce territoire le sont dans deux secteurs: celui des machines et équipements, ainsi que celui de l'industrie manufacturière. Alain Graf explique qu'il est plus facile pour une entreprise qui produit des machines de s'implanter en Chine que pour une medtech ou une pharma et ceci notamment à cause de l'enregistrement des produits qui prend plus de temps dans ces derniers secteurs. JF

«La Suisse doit rester indépendante»

La bipolarité entre la Chine et les Etats-Unis représente un défi, selon le responsable des affaires étrangères Ignazio Cassis. Dans ce contexte, il convient de faire preuve de neutralité. «La Suisse doit rester sûre et indépendante», a déclaré le ministre tessinois jeudi. Il s'exprimait à l'occasion du Forum sur le commerce extérieur organisé en ligne par Switzerland Global Enterprise. Revenant sur les droits de l'homme, Ignazio Cassis a souligné que la Suisse doit contribuer à ce qu'ils soient respectés. Le libre-échange doit donc aussi inclure le respect de l'environnement et des droits humains. «Le Conseil fédéral souhaite renouveler l'accord de libre-échange avec la Chine et en signer un avec les Etats-Unis», a poursuivi le chef du Département fédéral des affaires étrangères. Pour lui, il est essentiel que les entreprises suisses bénéficient de bonnes conditions-cadres à l'étranger.



Fondation Jean Monnet pour l'Europe

Le dernier livre de Philippe Nell traite des relations entre la Suisse et la Chine.